

# Front commun contre De Block

MÉDECINE La pénurie de stages inquiète étudiants, recteurs, doyens et syndicats

► En 2018, il y aura trop de diplômés en médecine par rapport au nombre de stages disponibles.

► Les différentes parties rappellent la ministre à l'ordre.

Le moment a presque un petit côté historique. Dans la saga à rebondissements que constituent aujourd'hui les études de médecines, force est de constater que, souvent, francophones et néerlandophones ne sont pas sur la même ligne. Recteurs, doyens, et associations étudiantes ne soutiennent pas toujours les mêmes positions. Et les syndicats de médecins et les jeunes candidats au numéro Inami ne s'accordent pas nécessairement. Or, aujourd'hui, tout ce beau monde signe une position commune afin d'interpeller la ministre de la santé et des affaires sociales, Maggie De Block.

**« Cette fois, Maggie De Block ne pourra pas dire que nous ne sommes pas unis ! »** MATTHIAS CLAEYS, VGSO

Au centre des préoccupations : le problème dit de la « double cohorte ». Pour rappel, il y a six ans, les études de médecine sont passées de sept à six ans. En juin 2018, deux groupes d'étudiants termineront donc leur cursus et devront dès lors trouver des stages pour poursuivre leur formation.

Les différents signataires pointent du doigt quatre problèmes centraux liés à cette question. Un : la pénurie de lieux de stage. Les estimations de la commission de planification évoquent un manque de 1.200 places. Deux : le communiqué s'inquiète également de la volonté ministérielle de réduire la for-

mation des médecins généralistes de trois ans à deux ans et demi. Troisième préoccupation : l'attribution de numéros Inami 000, qui autorisent seulement un médecin à travailler sous la supervision d'un confrère, sans disposer donc d'un réel accès à la profession. Étudiants, universités et syndicats médicaux craignent donc que ce subterfuge ne soit utilisé pour régler le problème de la double cohorte ; et plaident pour la suppression de cette « solution ». Enfin, dernier point d'attention : le manque de financements. A ce jour, rien ne garantit que les budgets seraient élargis pour rencontrer les défis d'une formation de qualité pour tous les étudiants.

L'initiative de cette communication commune revient aux étudiants francophones et néerlandophones, comme l'explique Maxime Mori, président de la FEF : « La problématique n'est pas neuve, mais c'est la première fois que nous nous présentons en

front commun. Nous sommes confrontés à une politique qui vise un pourrissement de la situation. Notre appel s'adresse à la ministre, mais aussi au gouvernement et au parlement : qu'ils se réveillent ! » S'ils conservent des divergences de vue sur d'autres dossiers, les étudiants flamands rejoignent parfaitement leurs confrères francophones sur cette question. « Aujourd'hui, ce qui nous unit est plus fort que ce qui nous divise », affirme Matthias Claeys, président de la Vlaams Geneeskundig studentenoverleg, la consultation des étudiants flamands en médecine. *Flamands et francophones de la double cohorte seront tous dans le pétrin. Cela fait trois ans qu'elle est en place et Maggie De Block n'a donné que des mini-solutions pour un maxi-problème ! Cette fois, elle ne pourra pas dire que nous*

*ne sommes pas unis ! »*

L'ABSYM, l'Association belge des syndicats médicaux, rarement raccord avec les étudiants, en est également : « Nous nous sommes toujours préoccupés de garantir une bonne formation à tous ceux qui sortent des études. Cette fois, tout le monde est aligné ! A présent, le fé-

déral et les entités fédérées doivent se parler. » Car selon l'ABSYM, si ce courrier s'adresse bien à la ministre fédérale, qui est seule à même d'assouplir la législation, la Fédération Wallonie-Bruxelles devra pour sa part trouver de nouveaux lieux de stage...

Le cabinet de la ministre a réagi via le site du journal médical *Le spécialiste*. La ministre prend très au sérieux la question des places de formation. Mais elle rappelle également « qu'une solution demande bonne volonté et souplesse de la part de toutes les parties concernées ». ■

E. BL.

## PISTES

### De nouveaux lieux de stage

Les signataires du communiqué commun doutent des pistes proposées par la ministre. Elle voudrait en effet augmenter le nombre de médecins spécialistes en formation (MSF) sur un même lieu de stage. Or, ces médecins en formation seraient dès lors confrontés à moins de pathologies et donc moins bien formés. La solution privilégiée par les signataires du communiqué consiste à reconnaître de nouveaux lieux de stage, et à assouplir les critères permettant de devenir maîtres de stage. Des stages à l'étranger sont aussi évoqués.

E. BL.